La rentrée de la Russie dans le concert européen

Autor(en): **Martin, William**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): **- (1928)**

Heft 1

PDF erstellt am: **19.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-759645

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Rentrée de la Russie dans le Concert européen

par William Martin

Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance du rôle que la Russie a joué jadis dans la politique européenne. Il y a un siècle, au moment de la lutte contre Napoléon, Alexandre Ier est apparu aux peuples de l'Europe, et en particulier au nôtre, comme un libérateur. Il a fait au Congrès de Vienne la même figure que le Président Wilson à la Conférence de la Paix, à Paris. En fait, leurs positions étaient analogues. Relativement désintéressé dans les affaires de l'Europe occidentale, venu de très loin, uniquement désireux d'empêcher l'établissement sur le continent d'une hégémonie, Alexandre Ier a été alors le champion du droit des peuples et du principe des nationalités. Il a rendu à la Suisse, par son désintéressement et sa clairvoyance, des services qui méritent de n'être pas oubliés.

Plus tard, la Russie a été un élément décisif dans l'équilibre européen. Lorsque l'Allemagne est devenue une grande puissance et a tendu vers l'hégémonie, la nécessité d'un contre-poids sur sa frontière orientale s'est fait sentir de plus en plus fortement. L'alliance franco-russe n'a pas été une combinaison diplomatique arbitraire et passagère, elle a été l'expression d'une nécessité politique profonde d'un continent dont la seule volonté permanente a été la lutte contre toute domination exclusive.

L'absence de la Russie, qui s'est éliminée elle-même de la politique européenne aurait été plus fortement ressentie depuis la guerre si elle n'avait coïncidé avec un baissement momentané de la puissance allemande. Mais il est fatal qu'un jour, l'Allemagne reprenant son rôle de grande puissance, la nécessité d'un contre-poids oriental se fasse sentir de nouveau. La Pologne peut jouer ce rôle dans une certaine mesure, mais l'absence de la Russie est une lacune grave dans le jeu des forces politiques.

Au point de vue économique, la Russie est un marché et un réservoir presque inépuisable. C'est sans doute la partie de notre continent la plus riche en matières premières. C'en est le grenier à blé. Les possibilités de développement et de peuplement de la plaine russe pourraient

suffire à elles seules à résoudre nos difficultés économiques. L'Europe en effet, a besoin de deux choses: un débouché pour ses marchandises et un débouché pour le surplus de sa population. Si une collaboration étroite existait entre la Russie et les autres pays européens, la plupart des crises dans lesquelles nous nous débattons depuis la guerre n'existeraient pas.

Mais ici, une question se pose. Cette collaboration est-elle possible? Elle ne l'est certainement pas aussi longtemps que le régime qui gouverne la Russie demeure ce qu'il est. Mais peut-il évoluer? D'aucuns le nient. Quant à nous, nous pensons que tout ce qui existe évolue et que le régime soviétique en a déjà donné la preuve.

Il suffit, pour s'en rendre compte, de se rappeler la mystique révolutionnaire de sa première période. Lénine et ses successeurs immédiats ont cru pouvoir construire un Etat communiste intégral. Ils se sont bien rendus compte que la coexistence de deux conceptions économiques aussi opposées que la leur et le capitalisme était une impossibilité matérielle. Le capitalisme peut avoir des inconvénients dans le domaine social, il est peut-être construit sur la misère des classes travailleuses; il ne nous appartient pas d'élucider ici ce point, mais ce qui est certain, c'est que le capitalisme permet la production des marchandises à un prix que ne peut atteindre aucun régime de production basé sur l'étatisme. La moindre connaissance de l'économie politique devait suffire aux dirigeants de la révolution russe pour comprendre que la concurrence libre entre leur Etat et les pays capitalistes vouerait à un échec irrémédiable la révolution russe. Ils se sont donc vus obligés de fermer eux-mêmes leur pays. En même temps, les Etats-bourgeois ont, de leur côté et pour d'autres raisons, bloqué ses frontières. Nous avons toujours pensé que le fameux système du cordon sanitaire, dont a parlé jadis M. Clemenceau, devait rendre beaucoup plus de services à la Russie qu'aux autres Etats. Il a placé les Soviets dans la seule situation où il leur fût possible de tenter de développer et peut-être de réunir leur expérience économique l'isolement intégral.

Mais l'isolement, s'il était nécessaire à l'élaboration et à l'affermissement du système soviétique ne pouvait pas être durable. On ne peut pas concevoir, dans les conditions modernes de la production, d'Etat isolé. Aucun pays ne produit toutes les matières premières dont il a besoin et l'importation est indispensable à toute vie économique. Aussi, dans une seconde période de leur existence, les Soviets ont-ils tenté de rétablir à leur profit l'unité du monde économique, en bouleversant les

Etats capitalistes et en les obligeant par la révolution, à faire à leur tour une expérience communiste. Ce fut l'époque du soviétisme en Hongrie et des grandes émeutes d'Allemagne. Cette tentative a échoué à son tour. La révolution mondiale, condition *sine que non* de la victoire de la révolution russe, ne s'est pas produite.

La mystique de cette première période s'est maintenue chez une partie des communistes russes. La IIIe Internationale professe encore que la révolution sociale est possible dans les Etats del'Europe occidentale. L'opposition trotzkyste pense de même qu'un jour ou l'autre, une lutte armée doit éclater entre le bolchévisme et les Etats capitalistes. Ce jour-là, la classe ouvrière des pays bourgeois refusera de marcher et proclamera un régime soviétique qui tendra la main à la Russie.

Telle est la base doctrinale sur laquelle s'appuie l'opposition. Les chefs du gouvernement soviétique, au contraire, sont convaincus qu'en cas de guerre entre la Russie et l'Europe capitaliste, les catastrophes annoncées dans les Etats bourgeois, ne se produiraient pas. Ils ont renoncé à l'espoir de la révolution mondiale et croient que si jamais un conflit armé venait à éclater entre la Russie et l'Europe, la Russie serait vaincue et l'expérience bolchéviste terminée. Pour le bolchévisme, la guerre, loin d'être le commencement du triomphe, serait la ruine, la chute irrémédiable.

Les dirigeants soviétiques ont, à l'heure actuelle, une préoccupation fondamentale, celle du relèvement économique de leur pays. Ils n'en ont pas d'autre. La preuve de l'absurdité de leur système n'est pas faite à leurs yeux. Ils croient encore qu'il est possible de développer et de mener à bien leur tentative, à condition que celle-ci ne soit pas troublée pas des évènements extérieurs.

Si le communisme intégral s'est révélé une impossibilité, disent les partisans de Lénine, le socialisme d'Etat garde ses chances. C'est la guerre civile seule qui nous a obligés à pousser nos principes communistes à leurs conséquences extrêmes. La vraie pensée de Lénine s'est exprimée dans la Nep, la nouvelle politique économique. Lénine a toujours estimé que dans un pays dont l'évolution capitaliste n'était pas achevée, comme la Russie, le passage de toutes les entreprises entre les mains de l'Etat était une utopie; l'Etat ne dispose pas des forces techniques nécessaires pour diriger la vie économique du pays dans son ensemble. Il peut assumer la direction de la grande industrie; mais en ce qui concerne l'agriculture et les petits métiers, il est obligé de

s'en remettre à l'initiative privée et de laisser se reconstituer une classe de petits capitalistes.

Le communisme intégral est incompatible avec l'économie capitaliste; leur co-existence est inconcevable dans des pays qui sont en relations économiques réciproques; mais la conception nouvelle que les Soviets affichent peut se concilier, dans la pratique, avec des relations internationales. En effet, il ne s'agit plus, aujourd'hui, de communisme, mais d'un socialisme d'Etat qui diffère seulement par la quantité, de l'étatisme des autres pays.

Les chefs du gouvernement russe paraissent avoir reconnu que la première nécessité qui s'impose à eux est de reconstituer économiquement la Russie; il faut donner la preuve que le système soviétique n'est pas nécessairement une cause de ruine, et satisfaire les besoins des masses sur lesquelles repose le pouvoir.

Pour cela, il est nécessaire de développer l'industrie; les ouvriers des villes seront contents lorsqu'ils auront de l'ouvrage et des salaires suffisants. Or le développement de l'industrie exige la prospérité de l'agriculture; la Russie est un pays essentiellement agricole et le seul moyen de trouver pour l'industrie de nouveaux débouchés est d'élever la capacité d'achat et de consommation de la population agraire. Maintenant que les terres sont partagées, il n'y a qu'à laisser jouer normalement les lois économiques à la campagne pour obtenir un développement rapide de la production agricole et créer à l'industrie de nouveaux marchés.

Les dirigeants soviétiques ont compris que, par un paradoxe bien instructif, le salut de leur expérience de socialisme industriel était dans la renaissance du capitalisme agraire. Ils ont compris surtout que tout ce mécanisme ne pouvait pas jouer sous la menace de complications internationales et que la seule base possible de la reconstitution économique de la Russie, c'était la paix, et qui plus, est, la sécurité.

L'existence de l'opposition contribue d'une double façon à rapprocher le régime soviétique des puissances occidentales. Elle crée à l'intérieur même du pays une inquiétude qui oblige le gouvernement à intensifier ses efforts en vue de satisfaire la masse; d'autre part, elle élimine, au sein du gouvernement, les éléments extêmistes qui ont jusqu'ici gêné l'évolution de la politique officielle dans des voies plus modérées.

Ainsi s'explique le fait qu'au cours des derniers mois, les dirigeants soviétiques ont cherché à resserrer leurs relations avec les puissances occidentales et avec la Société des Nations. On se rappelle que, voici

deux ans, au moment où l'Allemagne a songé à poser sa candidature à la Société des Nations, M. Litvinof s'est rendu en hâte à Berlin pour l'en détourner. Aujourd'hui, M. Litvinof lui-même, en compagnie du ministre de l'instruction publique, M. Lounatcharsky, se rend à Genève pour prendre part à la session de la commission préparatoire du désarmement. Les représentants des Soviets n'ont pas caché, en quittant Genève qu'ils avaient été très satisfaits de leur séjour et qu'ils entendaient revenir à la première occasion.

Il serait trop étroit de ne voir dans leur attitude d'autre but que d'obtenir des puissances capitalistes des crédits. La question des crédits joue, dans la reconstitution économique de la Russie, un rôle important et le gouvernement soviétique espère en obtenir, d'autant plus qu'il trouve maintenant des difficultés à se ravitailler sur le marché de Londres. Mais les conversations que M. Litvinof a eues à Genève ont montré que le problème purement financier ne formait qu'une partie de ses prèoccupations. Il voulait avant tout réaliser un rapprochement politique avec l'Europe occidentale.

Son souci a été de ne pas se présenter à ses interlocuteurs comme un demandeur. Il s'est arrangé pour apparaître plutôt comme la partie donnante. Il est difficile de dire s'il a été en cela habile ou heureux. Mais le bonheur a toujours été considéré comme l'une des plus grandes qualités des hommes d'Etat. Le fait est que M. Litvinof s'est trouvé à Genève au moment précis où se posait la question de Vilno, à point pour rendre à la Société des Nations un service important.

Un certain mystère pèse sur cette affaire. On n'a pas éclairci la raison pour laquelle M. Voldemaras avait brusquement posé à la S. d. N. une question qu'il avait jusqu'ici soigneusement évité de laisser traiter à Genève, et pourquoi il avait invoqué l'article 11 du Pacte, qui concerne les menaces à la paix ou aux bonnes relations entre nations. M. Voldemaras ne pouvait ignorer que les Polonais saisiraient l'occasion pour demander à la Société des Nations de rétablir entre eux et la Lituanie l'état de paix; car on ne peut concevoir l'application de l'article 11 entre pays qui sont en état de guerre.

On peut se demander si M. Voldemaras n'a pas agi sur la suggestion même des dirigeants de Moscou et s'il ne leur a pas, par avance et consciemment, rendu un service. L'hypothèse ne serait pas absurde si l'on ne savait que les relations de la dictature lituanienne et des Soviets sont mauvaises. M. Voldemaras a fusillé trop de bolchévistes pour qu'on puisse l'avoir à Moscou en odeur de sainteté.

D'autre part, le gouvernement lituanien a toujours vu dans la rivalité de la Russie et de l'Allemagne vis à vis de la Pologne sa seule sauvegarde. Les Lituaniens ne se sont jamais figurés qu'ils pourraient reprendre eux-mêmes et seuls Vilno; mais ils ont gardé l'espoir qu'un jour ou l'autre, soit les Russes, soit les Allemands leur rendraient cette ville. Si on leur a fait comprendre clairement, de Moscou et de Berlin, que cet espoir était vain, cela a peut-être suffi pour amener la question à Genève au moment le plus agréable et le plus commode à M. Litvinof.

Quoi qu'il en soit, il est certain que M. Litvinof a vu à Genève M. Voldemaras et qu'il lui a donné de façon pressante le conseil de renoncer à son état de guerre avec la Pologne. M. Litvinof a dit la même chose à M. Stresemann et la Russie et l'Allemagne se sont mises d'accord pour agir d'une façon convergente. Il est certain enfin que sans les conseils de l'Allemagne et de la Russie, M. Voldemaras n'aurait pas été aussi facile à convaincre et que le Conseil n'aurait peut-être pas réussi la médiation qu'il avait entreprise entre la Pologne et la Lituanie. On ne peut donc pas nier que l'intervention de M. Litvinof a eu un résultat heureux et favorisé l'action de la Société des Nations.

Le gouvernement soviétique a agi en cette affaire conformément à ses propres intérêts. Dès l'instant que les Soviets renoncent à l'idée de la révolution mondiale, et de la croisade contre les Etats capitalistes, dès l'instant qu'ils voient dans la paix la seule possibilité de relever économiquement leur pays, l'abcès que le conflit polono-lituanien entretenait sur leurs frontières cessait de leur être agréable et devenait à leurs yeux un danger. En y mettant fin, en éliminant de la situation de l'Europe orientale une possibilité de guerre, ils se sont rendus service à eux-mêmes selon leurs nouvelles conceptions; mais ils ont, en même temps, rendu un grand service à tous les Etats qui redoutent la guerre et ils ont obtenu ce qui leur importe par dessus tout: qu'on leur en sût gré.

L'activité de M. Litvinof à Genève ne s'est pas limitée à ce point. Il a repris, dans sa conversation avec M. Briand, la grave question d'un pacte de non-agression. Il y a longtemps que les Soviets ont proclamé comme le but de leur politique la conclusion de pactes de non-agression avec leurs voisins. Ils ont même fait récemment une proposition dans ce sens à la France. Mais jusqu'ici ils se sont toujours refusés à négocier ces pactes avec l'ensemble de leurs voisins et ils y ont vu surtout un moyen de diviser ceux-ci entre eux. *Divide et impera.* La Russie a constamment fait obstacle à l'union des Pays baltiques et exploité à

cet effet la querelle polono-lituanienne. Dans toutes leurs manifestations, les Soviets sont partis de l'idée qu'il fallait empêcher leurs voisins de s'unir, en concluant avec eux des traités isolés et différents.

M. Briand a expliqué à M. Litvinof que cette conception était intolérable et que seule la conclusion d'un pacte général de non-agression pour l'Europe orientale, analogue à celui de Locarno, pourrait trouver l'agrément et la collaboration du gouvernement français. Il semble que M. Litvinof n'ait témoigné à l'égard de cette conception aucune hostilité de principe et qu'il se soit déclaré prêt à l'envisager. C'est là un renversement si profond des conceptions antérieures du gouvernement soviétique qu'il marque bien l'étape morale déjà parcourue par celui-ci. Si l'on ajoute que les pactes de non-agression comportent une définition de l'agresseur, qui ne peut être réalisée que par l'intermédiaire de la Société des Nations, on voit que le gouvernement soviétique a déjà parcouru vers Genève peut-être plus de chemin qu'il ne paraîtrait désirable.

Une difficulté subsiste — la difficulté britannique. M. Litvinof a vu à Genève Sir Austen Chamberlain, et le seul fait de cet entretien a été considéré par lui comme un succès. Mais leur conversation n'a pas permis, ainsi que l'a dit le communiqué officiel, de trouver entre eux une base d'entente. C'est que Sir Austen Chamberlain a immédiatement mis M. Litvinof en présence de la question la plus difficile pour le gouvernement des Soviets, celle de ses relations avec la IIIe Internationale. Le gouvernement anglais exige du gouvernement soviétique un désaveu formel de l'activité de la IIIe Internationale. Ce désaveu, les gouvernants de Moscou ne peuvent pas le prononcer sans accroître leurs difficultés intérieures. M. Litvinof s'est donc borné à répéter une fois de plus que la IIIe Internationale n'était pas identique avec le gouvernement soviétique et que celui-ci n'était pas responsable de son activité. On comprend que Sir Austen Chamberlain ne se soit pas contenté d'une affirmation déjà si souvent réfutée.

Mais la naissance de l'opposition en Russie est de nature à apporter à cette situation un changement fondamental. L'opposition a échoué dans sa tentative de renverser le gouvernement de M. Staline. Il ne semble pas qu'elle ait beaucoup de chances de réussir à l'avenir. Le gouvernement s'appuie non seulement sur une armature administrative et policière formidable, mais aussi sur la masse paysanne qui représente la presque totalité du peuple russe et sur les quelques forces économiques organisées qui sont nées de la Nep. L'opposition n'a rien de tout cela

de son côté et les ouvriers eux-mêmes, qu' elle cherche à gagner sont étroitement liés aux paysans et ne sauraient constituer une véritable force d'agression contre le gouvernement.

Il en est tout autrement en dehors de Russie. Là, les partis communistes sont engagés dans une lutte à mort contre les gouvernements bourgeois. Ils ont besoin, pour vivre et pour agir, de garder dans sa fraîcheur la mystique révolutionnaire des anciens jours. L'opportunisme, que la pratique du pouvoir a peu à peu glissé dans le sang des gouvernements soviétiques leur fait horreur et les paralyse. Il est vraisemblable que les principes de l'opposition seront vaincus en Russie et qu'ils triompheront dans les partis communistes des autres pays. Ce jour là, la rupture de la IIIe Internationale sera consommée. Il sera facile au gouvernement soviétique de prononcer sur elle l'anathème que ne cessent depuis des années de lui demander le gouvernement britannique et les autres Etats occidentaux. La base d'une collaboration possible existera alors entre la Russie et l'Europe.

Résumons-nous: Les bolchévistes nous apparaissent aujourd'hui dans la situation que Taine a définie dans son ouvrage par la Révolution française intitulé: *Les Jacobins nantis*. Les gouvernants soviétiques n'ont plus qu'une idée: conserver leur pouvoir, au prix même de leurs principes. L'évolution intérieure les a déjà amenés à un régime semi-capitaliste. L'évolution extérieure leur a fait renouer des relations avec le monde bourgeois. La logique des choses veut que ces évolutions se poursuivent et s'achèvent. Quant aux autres pays la seule attitude digne et prudente est pour eux de voir et d'attendre, en se gardant de tout scepticisme exagéré, qui est une autre forme de la naïveté. Tout ce qui vit évolue-même le bolchévisme.